

## SOMMAIRE

### Page 1

La gestion des "900".  
37 rapports, c'est peu.

### Page 2

Le contrat de Dieppe-Maritime.  
L'écho des intercos.

### Page 3

Semaine décisive pour AG2R/La Matmut.  
À vos marques, prêts, Normandie !

### Page 4

Cherbourg, capitale des EMR.  
Les investissements.

### 37 rapports en 2017 : c'est peu.

En 2017, la Chambre régionale des comptes a produit 37 rapports d'observations définitives sur une grande variété d'organismes publics : 12 collectivités territoriales, 6 EPCI, 5 délégataires de service public, 3 centres hospitaliers, 4 syndicats mixtes, 2 SEM, 1 CCAS, 1 SPL, 1 association, 1 lycée, 1 OPH.

- À ce rythme-là, il lui faudra plus de 24 ans pour contrôler les 900 !
- Sans compter que la CRC participe aussi à des enquêtes nationales de la Cour des comptes - gestion des services funéraires, rémunération des personnels des SDIS, gestion des piscines, etc. - qui lui prennent beaucoup de temps.

*Mon commentaire* : avec 21 magistrats, 20 vérificateurs et 13 agents d'appui, les moyens humains de la CRC sont modestes ; sont-ils suffisants pour mettre en oeuvre la devise de l'institution : *dat ordinem lecendo*, elle rétablit l'ordre par la lumière !

### La Chambre est écoutée.

Le président Michaut considère que les recommandations de la CRC aux élus des collectivités contrôlées sont rapidement prises en compte "ce qui traduit le souci des Normands de se conformer à la règle de droit..." (NDLR - Ce n'est pas partout pareil.)

## La gestion des "900".

### • La CRC fait son bilan.

L'audience solennelle de la Chambre régionale des comptes, qui s'est tenue le 4 mai à Caen en présence de Didier Migaud, a été l'occasion pour Christian Michaut, son président, et Stéphane Guillet, son procureur financier, de faire le point sur la situation des principales collectivités normandes.

- 900 organismes relèvent de la compétence des magistrats de la CRC (sur un total d'environ 3 800 comptabilités publiques) ; ils gèrent un budget de plus de 15 Md€ ; les 10 plus importants représentent 53% de cette "masse", ce qui témoigne de l'extrême concentration du pouvoir financier.
- Qui sont les 10 plus importants ? Dans l'ordre : le Département 76, la Région Normandie, le Département 14, le CHU de Rouen, le Département 27, le CHU de Caen, Rouen Normandie Métropole, le Département 50, le Département 61 et le CH du Havre.
- À noter : la première commune vient en 12<sup>ème</sup> position, c'est Le Havre, devant Cherbourg, Rouen et Caen respectivement 16<sup>ème</sup>, 17<sup>ème</sup> et 18<sup>ème</sup>.

Mais revenons à l'audience "foraine" du 4 mai. Symboliquement, elle s'est tenue à Caen (et non pas au siège de la CRC qui est à Rouen), une façon de rappeler que l'ex-Basse-Normandie n'est pas oubliée et que les contrôles s'effectuent "à égalité" entre les deux anciennes régions.

*Mon commentaire* : alors que le paysage institutionnel a été fortement redessiné par la Loi NOTRe et que le coût de ce changement tarde à être compensé par une rationalisation de l'action publique, la CRC constate que les collectivités normandes "présentent quelques éléments de fragilités". C'est vrai pour les communes, les départements et la région dont les pratiques financières sont souvent à contre-courant des évolutions nationales.

### • Communes : plus d'impôts, moins d'investissements.

L'an dernier, les communes normandes ont globalement reconstitué leur épargne en augmentant leurs impôts de 5% (alors qu'ils stagnaient en France) et en bénéficiant de dotations stables de l'État "tandis qu'elles baissaient de 8% en moyenne nationale."

- On constate que la baisse des dépenses d'équipement engagée depuis 2014 s'est confirmée "contrairement, à ce qu'aurait pu laisser présager le fameux cycle électoral". C'est dans les communes de plus de 15 000 habitants que les investissements ont le plus diminué : - 6 %.
- Pour se financer, les communes se sont aussi endettées, mais de façon maîtrisée puisque leur capacité de désendettement est proche de la moyenne nationale : 6 ans.
- Point positif : en Normandie, il n'y a pas de situations catastrophiques comme dans d'autres régions ; seules quelques petites communes ont connu des déséquilibres ou des déficits importants. En Seine-Maritime, par exemple, c'est le cas d'Illois, Gournay-en-Bray, Forges-les-Eaux, Com-

Mais quelles sont les recommandations les plus fréquentes ? En voici quelques-unes :

- L'amélioration des outils de pilotage et d'évaluation budgétaires : il faut gagner en professionnalisme.
- Le renforcement de la mutualisation des services et des moyens entre les communes et leur EPCI : c'est la source d'importantes économies.
- Une meilleure gestion des ressources humaines pour adapter les régimes indemnitaires, lutter contre l'absentéisme et respecter le temps légal de travail : il y a beaucoup à faire pour en finir avec le "droit coutumier", si cher aux Normands.
- La mise en concurrence systématique des prestataires pour obtenir les meilleurs prix.

La CRC exerce ici sa mission pédagogique. Pour le président Michaut, elle est indissociable de la mission de contrôle dont elle est le prolongement naturel et nécessaire.

*Conclusion des magistrats : les réactions des élus normands sont encourageantes, ils sont capables de rendre possible ce qui est nécessaire.*

### Les fragilités d'Harfleur.

Toujours à propos de la Chambre Régionale des Comptes de Normandie, Christine Morel qui a succédé en 2015 à François Guégan, le maire communiste démissionnaire d'Harfleur (76) va devoir redoubler d'efforts pour assainir les finances de sa Ville.

- C'est ce qu'on comprend en lisant le rapport d'observation qu'elle a reçu, pour les exercices 2011 et suivants.
- Citation des magistrats : *"la collectivité ne pourra faire face au remboursement de sa dette qu'en poursuivant sa politique d'ajustement de la fiscalité et de réduction des dépenses"*. En clair, ils recommandent une augmentation des impôts et une rigueur renforcée de la gestion des budgets d'investissement et de fonctionnement.

La CRC suggère aussi que la Ville "entre davantage dans la solidarité de la CODAH" pour diminuer, par exemple, le coût de certains services comme les ordures ménagères.

*Rappel : Harfleur est une commune stratégique pour la Communauté d'agglomération du Havre, au carrefour terrestre des ZIP de Gonfreville-l'Orcher et du Havre.*

painville, Jumièges, Saint-Saire ; on retrouve aussi des situations difficiles chez d'autres organismes publics, le SETOM de l'Eure (Syndicat mixte pour l'étude et le traitement des ordures ménagères) en est une illustration.

*Commentaire : plus d'impôts, moins d'investissements, la situation est atypique.*

### • Départements : 3 + 2.

Hier asphyxiés par le poids du social et la réduction des dotations de l'État, trois des cinq départements normands ont pu restaurer leur épargne grâce à une progression de leurs ressources (bon rendement des droits de mutation sur les transactions immobilières) ou à une meilleure maîtrise de leurs charges, en particulier des dépenses sociales, mais pas seulement. Il s'agit de l'Eure, du Calvados et de l'Orne.

- Les deux autres ont connu une baisse de leur capacité d'autofinancement. Ils ont été confrontés soit à une hausse des dépenses à la suite d'un transfert de compétences, c'est le cas de la Seine-Maritime, soit à une moindre croissance des recettes, c'est le cas de la Manche.

### • La Région a ouvert les robinets.

À Paris, si la Cour des Comptes a observé une amélioration de la situation globale des régions françaises sous l'effet d'une réduction de leurs dépenses de fonctionnement et d'investissements, la Chambre régionale des comptes fait, à Rouen, un constat très différent.

- *"La Normandie, à l'inverse des autres régions, s'est caractérisée par une diminution de ses recettes et un accroissement de ses dépenses de fonctionnement, d'où une dégradation de son épargne. En revanche, le niveau de ses investissements a augmenté de 10 % sans recours à l'emprunt. Il conviendra de vérifier si ces tendances se confirment au cours des années à venir..."* Ça ressemble à une petite alerte...

*Mon commentaire : le message est clair, la région d'Hervé Morin a ouvert les robinets ; il n'y a pas péril en la demeure ; pourvu que ça dure... vigilance.*

### Effet "Boulier"

### Dieppe-Maritime se projette (enfin) dans l'avenir...

C'est officiel et signé, le montant du contrat de territoire 2017-2021 de Dieppe-Maritime s'élève à 35,3 M€. Pour le président Patrick Boulier, il s'agit d'une feuille de route équilibrée qui soutient "des projets intercommunaux

### L'écho des intercos...

#### • Rouen : le 105 de la Métropolitaine

C'est le promoteur "La Métropolitaine" détenu par la holding BYZ, gérée par Camille Zolli, qui vient d'être choisi pour aménager le "Hangar 105", la nouvelle étape de l'aménagement ambitieux des quais sud de Rouen. C'est l'architecte Marc Mimran qui a conçu le projet : salle de spectacle, hôtels, restaurants, commerces, sports et animations. Les travaux dureront 2 ans (2019-2021) ; coût : près de 25 M€.

*Commentaire : sur les quais, la Métropole et la Ville vont avoir une belle vitrine.*

#### • L'heure de vérité des nouveaux EPCI

2017 avait été une année de transition, 2018 est l'année des premiers vrais budgets. Et beaucoup de nouveaux EPCI, créés par la Loi NOTRe, connaissent des difficultés. À l'Agglomération du Cotentin, certains élus - comme Pierre Géhanne - dénoncent le fonctionnement de l'établissement : *"on a le sentiment que les fonctionnaires ont pris le pouvoir"* ; à Mont-Saint-Michel Normandie, le président David Nicolas doit répondre à des discours alarmistes sur la situation financière : *"oui, les contraintes sont fortes, oui, la rigueur est de mise, mais l'agglomération continuera d'investir"*, à Roumois-Seine (27), la situation est plus grave puisque l'intercommunalité se délite. Bref, c'est l'heure de vérité : les nouveaux EPCI se cherchent et cherchent leur équilibre.

### Hervé Cornède.

Directeur commercial du port du Havre en septembre 2009 puis directeur commercial et marketing HAROPA dès la création du GIE au 1<sup>er</sup> janvier 2013, Hervé Cornède prendra la direction générale de SOGET, le 1<sup>er</sup> juin prochain.

*Rappelons que SOGET (qui fête ses 35 ans au Havre) est leader mondial des Ports Community System.*

### Benoît Anger.

Rejoint NEOMA Business School à partir du 22 mai 2018 en qualité de DGA "Communication & Business Development". Basé sur le campus de Paris, il pilotera l'ensemble de l'activité "Communication, Marketing et Relations Entreprises" de l'école.

### Denis Danse.

Directeur d'Auxitec Industrie à Martinvast (50), Denis Danse veut recruter une vingtaine d'ingénieurs et de techniciens supérieurs pour faire face aux besoins générés par de nouveaux contrats dans le nucléaire, le naval, la défense, mais aussi dans l'aéronautique et l'automobile.

*Rappel : en 2017, Auxitec a rejoint le groupe Artelia, un groupe international multidisciplinaire de conseil, d'ingénierie et de management de projet dans les secteurs du bâtiment, de l'industrie, des infrastructures, de l'eau et de l'environnement.*

### Le duo Menigoz/Jacquemart.

Co-fondateurs d'iFollow, une start-up qui propose des robots autonomes aux préparateurs de commandes en entrepôts, Nicolas Menigoz et Vincent Jacquemart viennent de lever 1,2 M€ pour produire et distribuer leurs 100 premiers robots en 2018.

- Pour cela, ils ont reçu l'appui de NCI via le fonds WaterStar Capital. NCI se positionne ici comme le premier investisseur indépendant de l'axe Paris-Normandie.

### Pascal Martin.

Le président du CD.76 se félicite de l'ouverture par DFDS, jusqu'à la fin septembre, d'une troisième rotation "Dieppe/Newhaven" pour doper le trafic transmanche.

- Il faut dire que cette liaison lui coûte 26 M€ par an et qu'elle ressemble au tonneau Danaïdes.

- La Région ne finance toujours pas.

*structurants et des communaux plus modestes, mais qui ont leur importance dans la cohérence territoriale".*

*Commentaire : la signature du contrat est une bonne nouvelle, elle permet à l'agglomération de se projeter dans l'avenir en surmontant (un peu) ses difficultés politiques et financières. C'est l'effet Boulier.*

### Les projets structurants.

Ce sont les plus intéressants. Retenons par exemple :

- La poursuite de l'aménagement de la zone Eurochannel à proximité du terminal transmanche et des grands axes routiers. Coût : 7,2 M€.
- Les projets de requalification et d'aménagement des fronts de mer, la création du centre océanographique (coût : 4,3 M€), qui contribueront à renforcer l'attractivité littorale et les activités touristiques.
- L'aménagement du pôle d'échange multimodal de la gare. Coût : 2,3 M€.
- La réfection du Cours de Dakar pour le développement portuaire. Coût : 1,6 M€.

*Commentaire : on s'en doute, la Région Normandie soutient prioritairement les projets structurants ; elle finance le contrat à hauteur de 8 M€ tandis que le Département de la Seine-Maritime mobilise 4,2 M€.*

### Bientôt les AG.

### La semaine 22 sera décisive pour AG2R/La Matmut...

Les assemblées générales d'AG2R La Mondiale et de la Matmut se tiendront respectivement les 29 mai et 1<sup>er</sup> juin prochains. Elles se prononceront sur le mariage des deux groupes, dont les fiançailles ont été annoncées il y a six mois, avec pour objectif de créer "un acteur complet de l'assurance", capable de jouer dans la cour des grands.

- "La semaine 22 sera effectivement décisive, explique Daniel Havis, le président de la Matmut, dès que les assemblées auront voté, l'opération sera soumise aux autorités de contrôle ; sauf incident, le nouveau groupe sera lancé le 1<sup>er</sup> janvier 2019, conformément au calendrier prévu, un peu plus d'un an après l'engagement des négociations." C'est ce qu'on appelle une opération rondement menée.
- L'affaire n'est pas facile pour autant. On ne crée pas "d'un claquement de doigts" un groupe qui pèsera 12 Md€ de chiffre d'affaires et qui - pour s'imposer - va devoir organiser et valoriser les complémentarités des équipes

### Et pendant ce temps-là...

#### • À vos marques, prêts, Normandie !

Avec Bernard Amsalem (Fédération Française d'Athlétisme), l'ancienne ministre des Sports, Valérie Fourneyron, est membre du comité d'experts mis en place par la Région pour positionner la Normandie comme "base arrière" des Jeux Olympiques et Paralympiques 2024".

- Objectif : accueillir de nombreuses délégations étrangères et faire valoir le savoir-faire normand en termes d'accueil et de préparation sportive de haut-niveau.
- 82 sites d'entraînement ont été pré-sélectionnés, au regard de critères techniques (ceux des différentes disciplines), mais aussi de services offerts aux athlètes (hôtellerie, restauration, prestations médicales et paramédicales).
- Naturellement, certains équipements doivent être remis à niveau : "c'est pourquoi nous avons notamment engagé un vaste programme de modernisation. Avec 15 à 20 M€ pour sa rénovation, le Centre Sportif de Normandie (CSN) à Houlgate constituera l'une des pépites de l'offre régionale" a déclaré Hervé Morin.

*Sur le thème "On your marks, get set, Normandie", une campagne de promotion des sites d'entraînements normands sera lancée dès 2019 en direction des États-Unis, Canada, Australie, Corée du Sud, Colombie...*

### Les jobs selon Marc Maouche.

Délégué régional Orange Normandie, Marc Maouche organise le 17 mai au Centre des Congrès de Caen, Hello Job, une journée de présentation des métiers actuels et futurs proposés par son groupe.

*Objectif : attirer les talents.*

### Le Cotentin selon J.L. Valentin.

Président de la communauté d'agglomération du Cotentin, Jean-Louis Valentin est confiant : le territoire a retrouvé une bonne vitalité économique et les perspectives d'emploi sont encourageantes.

- Mais il s'interroge : le démarrage de l'EPR sera-t-il retardé ? La montée en puissance prometteuse des EMR se fera-t-elle selon le calendrier prévu ? Beaucoup d'imprévus peuvent encore survenir.

- Quoi qu'il en soit, son territoire est devenu le coeur économique de la Manche, son moteur industriel. La communauté d'agglomération est l'EPCI le plus puissant du département ; son budget 2018 s'élève à 294 M€ dont 208 pour le fonctionnement et 85 pour l'investissement.

*Mon commentaire : Avec David Margueritte, Hervé Morin est très attentif à ce qui se passe ici.*



### Vous voulez vous abonner ?

C'est très simple, contactez :

**Béatrice Tierce au 02 32 49 26 44**

beatrice.tierce@wanadoo.fr

14, rue de l'Argillière - 27910 Les Hogues

Abt : 250 € TTC/an pour 44 n° (TVA 2,1%)

**La CHRONIQUE**  
de Normandie  
Récits des hauts faits, projets, humeurs et ambitions des responsables de la Région

Lettre hebdomadaire éditée par :

#### Chroniques et Actions

14, rue de l'Argillière, 27910 Les Hogues  
Tél. 02 32 49 33 21 - 06 11 10 81 22

N° CPPAP : 1008 I 88511 - ISSN 2117-9743

Impression : Chroniques et Actions

#### Directeur de la publication :

Bertrand Tierce

#### Rédacteur en chef :

Bertrand Tierce

**Abonnement** : 250 € TTC/an pour 44 n°  
(TVA 2,1%)

#### Chroniques et Actions

SAS au capital de 8 000 Euros  
SIRET : 488 406 752 00011 • RCS Evreux

et des métiers de ses sociétés-mères. Oui, une période d'installation et de réglage sera nécessaire : elle durera 2 ans.

- En 2019 et 2020, la mise en place s'effectuera de façon progressive et pragmatique, par ajustements successifs ; elle sera pilotée par Pierre Renaudin, en qualité de directeur général, avec, à ses côtés, dans la position du Dauphin, Nicolas Gomart, l'actuel directeur général du groupe Matmut. "En 2021, je passerai la main à Nicolas", confirme André Renaudin.

- De son côté, Daniel Havis va accompagner l'opération en mettant son expérience au service de sa réussite. Sa position sera celle du sage qui facilite le rapprochement, celle de l'architecte qui maintient les bons équilibres. N'entretient-il pas des relations de confiance avec André Renaudin qu'il connaît depuis longtemps et qui partage avec lui les mêmes valeurs mutualistes ? N'a-t-il pas choisi Nicolas Gomart pour en faire son successeur, le 1<sup>er</sup> avril 2015, en le nommant directeur général ?

*Mon commentaire : la montée en puissance de Nicolas Gomart est d'ailleurs une bonne nouvelle pour ceux qui craignaient que l'accord AG2R/La Matmut se fasse au détriment de Rouen.*

### Le renouvellement générationnel se poursuit.

Concomitamment, le groupe Matmut adapte son équipe de direction à la diversification de ses activités. Engagé en 2017, le renouvellement se poursuit. Dernières évolutions en date :

- François Farcy, Directeur général adjoint, se voit confier la responsabilité de la "Coordination Métiers".

- David Quantin est nommé Directeur général adjoint "Organisation, Systèmes d'Information et Innovation".

- Olivier Requin est nommé Directeur général adjoint "Assurance IARD".

### ICOE 2018 + Seanergy

### Cherbourg-en-Cotentin, capitale des EMR.

Pour la 1<sup>ère</sup> fois en France, ICOE (International Conference on Ocean Energy) et Seanergy, deux événements d'envergure mondiale dédiés au développement industriel de la filière des Énergies Marines Renouvelables (EMR), s'associeront pour une édition commune les 12, 13 et 14 juin à la Cité de la Mer de Cherbourg-en-Cotentin, faisant ainsi de ce territoire la capitale mondiale des EMR pendant ces 3 jours.

### Et pendant ce temps-là...

#### • Les Maraichers du Mont-Saint-Michel.

Le département de la Manche fait l'objet d'importants investissements portés par le groupe franco-néerlandais Les Maraichers du Mont-Saint-Michel.

- Dans un premier temps, 40 M€ vont être investis à Brécey (50) où 17 ha de serres, sur un terrain de 42 ha seront construites pour la culture de tomates, une première récolte de 9000 tonnes est attendue en mars 2019. Ce projet va nécessiter la formation d'une centaine de salariés.

- Un second projet de 35 M€ concerne 13 ha de serres sur 26 ha situés à Isigny-le-Buat (50), il est dédié à la culture de tomates cerises conditionnées sur le site de Brécey. Ce projet, en cours d'élaboration, doit permettre la création d'une centaine d'emplois également. Les travaux devraient commencer au printemps 2019.

*Par ailleurs, le groupe envisage de créer 20 ha de serres à proximité de Caen.*

#### • 50 M€ pour un lycée du futur à Bourg-Achard (27)

La Région Normandie a décidé la construction d'un lycée à Bourg-Achard (27), un véritable campus lycéen, dont le coût est estimé à 50 M€. Prévu pour la rentrée 2021-2022, le lycée sera ouvert au numérique, aux lycéens étrangers et aux start-ups pour être en lien avec le monde de l'entreprise.